

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Aleksander Kwasniewski, Président de la République de Pologne, sur les relations franco-polonaises, et sur l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN à la Pologne, Varsovie le 12 septembre 1996.

LE PRÉSIDENT.- Je voudrais faire une réflexion avant de répondre à vos questions. J'ai toujours pensé qu'il y avait quelque chose de particulier dans le destin de la France et de la Pologne. On évoque volontiers le caractère millénaire de nos relations. Mais je ne pouvais pas m'empêcher de penser ce matin à quelque chose. Moi je suis un Corrèzien d'origine, mes parents sont Corrèziens, mes grands-parents le sont aussi et rien ne les prédisposait particulièrement à avoir un lien particulier avec la Pologne.

- Quand on regarde les choses, mon père, qui a fait la guerre de 14, en 1918 a été affecté à la division Haller. Il s'est battu avec les Polonais. Il a été blessé dans les marais du Puepeck, il a d'ailleurs reçu une décoration polonaise et ensuite il a été démobilisé et il est revenu en France.

- Moi lorsque je suis parti faire mon service militaire, j'étais jeune sous-lieutenant, je commandais un peloton c'était en Algérie et ce peloton était composé pour les trois quarts de jeunes Polonais qui faisaient leur service militaire en France pour acquérir la nationalité française et j'ai commandé pendant deux ans et demi des garçons formidables.

- Il y a d'ailleurs de remarquables soldats qui étaient à la fois des Polonais et des Français. Quand je vais en voyage dans le Nord de la France, en particulier et ailleurs aussi, il m'arrive très souvent d'entendre tout d'un coup quelqu'un qui, aujourd'hui, à mon âge naturellement, et qui me dit "Ah mon Lieutenant, vous ne vous souvenez pas..."

- C'est tout de même quelque chose qui est dans nos gènes. Il y a d'une façon ou d'une autre toujours quelque chose de particulier entre les Polonais et les Français qui n'existe pas je crois entre la France et d'autres pays.

- Nous avons eu tout à l'heure, c'est ma deuxième réflexion, notre sommet bilatéral. Il y avait là l'ensemble de la délégation polonaise autour du Président, l'ensemble de la délégation française et nous avons travaillé pendant deux heures. J'ai assisté à de très nombreux sommets bilatéraux, très nombreux. Tout naturellement je fais des comparaisons. J'observais ce matin que ce sommet était un peu particulier. J'y retrouvais une ambiance amicale, franche, chaleureuse qu'au total je n'ai retrouvée que dans les sommets franco-allemands.

- Mais les sommets franco-allemands sont une longue tradition. Il y a très longtemps que nous nous connaissons, que nous nous voyons et il est naturel qu'il y ait cette intimité et que ces sommets aient une caractéristique particulière. Eh bien ce matin je retrouve exactement la même ambiance, le même esprit que dans les sommets franco-allemands. Ce qui me conduisait à dire que oui il y a quelque chose de particulier entre la Pologne et la France.

- Je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit le Président et je partage sans réserve le compte-rendu rapide qu'il a fait de nos entretiens et de notre vision commune de l'Europe et de notre volonté commune de la construire dans sa dimension politique, comme dans sa dimension de sécurité. Pour le reste j'ai eu l'occasion m'adressant au Parlement d'indiquer la position de la France et de

constater par l'accueil que j'ai eu au Parlement que cette position était très largement partagée par les représentants du peuple polonais.\

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez évoqué ce matin le calendrier que vous envisagez pour un élargissement de l'OTAN et des négociations qui selon vous devraient commencer l'an prochain. Les Américains semblent tentés par une solution qui voudrait dire une adhésion pleine et entière en avril 1999 c'est-à-dire pour le 50ème anniversaire du Traité de l'Alliance. Est-ce que ce calendrier vous paraît tenable avec vos objectifs qui sont de rénover l'Alliance et de codifier les relations que l'Alliance devrait avoir avec la Russie entre autres ? Par ailleurs, toujours sur ce chapitre de la sécurité européenne, comment envisagez-vous le renforcement de l'OSCE que vous appelez de vos vœux car jusqu'à maintenant cette organisation, qui est régie par l'arrêt du consensus, a été plutôt un peu lourde, comment voyez-vous son rôle dans la nouvelle architecture de sécurité européenne ?

- LE PRESIDENT.- Sur le deuxième point je pense que l'Europe a besoin d'un forum organisé de dialogue, que l'OSCE peut être le cadre de ce dialogue et que pour cela il faut qu'elle se dote d'une charte en quelque sorte et je ne veux pas naturellement imposer telle ou telle solution mais j'ai proposé que ses membres se réunissent pour essayer de codifier en quelque sorte la possibilité d'action.

- Sur le premier point, la réforme de l'OTAN, la France n'était pas demandeur dans ce domaine n'est-ce pas, mais la réforme de l'OTAN s'impose, ne serait-ce que par les conséquences de la disparition de la bipolarisation du monde.

- Cette réforme est très engagée. Je pense qu'elle devait être conduite à son terme pour le prochain sommet de l'Alliance l'année prochaine. C'est la raison pour laquelle, j'estime que dans la foulée, l'adhésion de la Pologne et d'autres pays de l'Europe centrale et orientale peut se faire tout naturellement, dans les délais que vous avez évoqués ne semblent pas poser de problème.

- Enfin, je l'ai souvent dit, cet élargissement de l'OTAN ne doit en aucun cas être considéré par les Russes comme désobligeant, dangereux ou humiliant pour eux et par conséquent il faut que parallèlement s'engage entre l'OTAN et la Russie une discussion permettant d'aboutir là aussi à une charte ou à un accord qui permettrait d'éviter tout malentendu dans ce domaine. Je dis bien malentendu parce que ma conviction c'est que cette affaire a été conduite au départ de telle façon qu'elle a provoqué des malentendus et j'ajoute que probablement la situation politique en Russie et aux Etats-Unis a amplifié ces malentendus. Je crois qu'ils sont en voie de résorption.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a une chose qui est inévitable ce sont les critiques. La première critique a été en quelque sorte formulée c'est-à-dire ce qu'a dit M. Lech Walesa, l'ancien Président, qui a déclaré que quelle que soit la sympathie manifestée par le Président Chirac à l'égard de la Pologne, les perspectives qu'il nous présente comme l'Union européenne dans trois ou quatre ans, l'Alliance atlantique et les négociations à partir de l'année prochaine, ne sont qu'une promesse sans couverture, que pensez-vous de cela, monsieur le Président ?

- M. KWASNIEWSKI.- Je pense que mon prédécesseur devrait avoir la satisfaction d'avoir participé à un processus qui a ouvert la possibilité de penser à la présence de la Pologne au sein de l'Union européenne et au sein de l'OTAN. Il ne devrait pas faire preuve d'impatience maintenant parce qu'il a eu cinq ans pour accélérer ces processus, d'autre part également parce que les déclarations ne suffisent plus aujourd'hui.

- Maintenant il faut aborder cela de manière concrète et tenir compte des divers intérêts en jeu. Nous tenons compte évidemment avant tout des intérêts polonais mais nous devons comprendre également les intérêts des membres de l'Union européenne et de ceux qui veulent adhérer à l'Union européenne mais je pense qu'il est temps d'aborder des négociations où la France sera notre alliée très important, tout comme l'Allemagne.

- Si je voulais être un peu malicieux, je dirais que si le problème de l'OTAN et de l'Union européenne devait être mené comme celui des chantiers maritimes de Gdansk, je propose de laisser cela aux spécialistes, aux professionnels, parce que cela garantira le succès.

- LE PRESIDENT.- Naturellement il n'y a pas de certitude, dans la vie il n'y a jamais de certitude mais il y a une volonté, une volonté politique d'aboutir au résultat que j'évoquais et ça c'est très important et il n'y a pas de doute.

important, et il n'y a pas de doute.

- QUESTION.- Que pensez-vous de la proposition qui a été faite de réunir au sommet de l'OTAN les pays candidats mais aussi les pays futurs partenaires de l'Alliance, notamment la Russie ? Que pensez-vous de la présence de la Russie à une telle réunion ? Quel peut être son objectif et plus généralement comment voyez-vous la question de la réaction de la Russie à l'égard de l'entrée de la Pologne dans l'Alliance atlantique ?

- M. KWASNIEWSKI.- Il faut commencer à évoquer l'OTAN non en tant qu'une séquelle du passé d'une Europe divisée, mais en tant que fondement de la nouvelle sécurité européenne et de la coopération. C'est pourquoi il est très important de créer un système de confiance réciproque. J'estime que, dans les discussions sur l'extension de l'OTAN, devraient participer tout le temps en tant qu'observateurs tous les représentants des pays qui veulent devenir membres de l'OTAN et en même temps j'estime qu'à ces discussions devraient participer les représentants de l'Ukraine et de la Russie parce que cela contribuera à créer ce climat de confiance, cela permettra d'éliminer tous ces clichés du passé, tous ces stéréotypes du passé. L'OTAN ne peut être et ne veut pas être orientée contre la Russie.

- La Pologne ne veut pas être un pays du front, un pays tampon. La Pologne voit dans l'OTAN une garantie importante pour elle, mais nous voyons également l'OTAN étendue comme fondement de la sécurité européenne. C'est pourquoi j'ai demandé à M. le Président Chirac ainsi qu'au Chancelier Kohl qu'à ces entretiens des ministres de la défense qui porteront sur l'extension, les modifications au sein de l'OTAN puissent être présents tous les pays qui veulent adhérer à l'OTAN car ce sera un élément important de l'édification de la confiance réciproque. \

QUESTION.- M. le Président, quel est votre avis ? Est-ce que du fait que des pays aspirent à devenir membres de l'OTAN, ils devraient soutenir la production de l'armement ?

- Maintenant en ce qui concerne la France, est-ce qu'il y a un programme pour que la culture et la langue française soient utilisées et viennent en Pologne et dans les pays de l'Europe centrale ? Il y a eu des programmes qui devaient être développés, des programmes satellitaires ?

- Une question au Président Kwasniewski, vous avez dit tout à l'heure que nous voudrions qu'il y ait plus d'investissements français en Pologne, M. le Président comment évaluez-vous l'état des négociations par exemple entre France Télécom et à propos de l'Alpha Jet ? France Télécom est en conflit depuis près d'un an et demi et cela n'aboutit pas et par ailleurs il y a des questions de dénonciations et de scandales à la Diète ?

- LE PRESIDENT.- Sur les questions qui m'ont été posées, il va de soi que dans le cadre d'une politique de sécurité commune, d'une identité européenne de défense qui est l'objectif de la réforme de l'OTAN, on ne peut pas ignorer la nécessité d'une industrie européenne de l'armement. Par conséquent il faudra que l'ensemble des pays - nous avons déjà fait les premiers pas avec l'Allemagne, puis cela s'est élargi - travaillent ensemble pour une industrie moderne et adaptée de l'armement.

- Pour le français, je suis naturellement très soucieux de faciliter la progression du français partout dans le monde et notamment en Pologne où beaucoup de gens parlent ou comprennent le français. D'ailleurs le ministre français de la francophonie va venir dans un mois, ici, pour discuter en particulier des conditions de l'adhésion de la Pologne à la francophonie. Ce dont je me réjouis et je n'ai pas besoin de dire que la France soutiendra activement cette candidature de la Pologne dans cette espace francophone qui comporte aujourd'hui 50 pays.

- M. KWASNIEWSKI.- Bien sûr nous avons évoqué également les sujets difficiles du problème d'investissement posé par le rédacteur Drotski, mais nous vivons dans des économies de marché libre où les lois du marché sont en vigueur et toutes les décisions correspondent à certaines procédures.

- Des informations que j'ai et que j'ai transmises à M. le Président Chirac, il découle qu'il y a une chance de trouver une bonne solution pour France Télécom et qu'il y a des négociations déjà très avancées en ce qui concerne Hachette. Il serait déjà contre-indiqué de préjuger des résultats. Mais ce que j'ai dit clairement à M. le Président et à la délégation française, c'est que la Pologne est intéressée à une présence croissante et essentielle du capital français, de la France dans les investissements directs en Pologne et également en ce qui concerne le développement du

commerce entre les deux pays. A ceux qui s'opposent et qui en général me critiquent à cet égard présents également à la Diète, au Parlement, il faut dire une chose d'une part il ne faut pas évoquer l'adhésion à l'Union européenne, développer les meilleurs rapports avec la France, si l'on crée un blocus ou des barrières, ou si l'on voit avec soupçon la présence du capital français en Pologne. J'ai la profonde conviction qu'une entreprise française, bien préparée à fonctionner en Pologne, trouvera sa place et son créneau dans l'intérêt commun des deux pays. Il est dans l'intérêt de l'Europe que ces entreprises se développent sur le marché polonais et dans l'intérêt de l'Europe que l'industrie polonaise et les produits polonais soient présents sur le marché européen.\

QUESTION.- Monsieur le Président, en tant que catholique et Président de France, quelle est votre conception de la laïcité de l'Etat ?

- Ma deuxième question : le Cardinal Lustiger a dit que la France avec la Pologne était parmi les pays les plus aimés par le Saint-Père. Quel fruit pour le peuple français peut porter, selon vous, la visite de Jean-Paul II en France ?

- Question à M. Kwasniewski - Dans votre conception de la neutralité sur le plan de la foi et des confessions, quelle place prévoyez-vous pour la Pologne ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, chaque pays a ses traditions et sa culture. La France est un pays laïc. Et je suis pour ma part profondément attaché à cette laïcité, profondément attaché. Par conséquent, à mes yeux, il ne saurait être question de la remettre en cause, d'aucune façon, car elle est intimement liée à la notion même de République. La France est une République laïque. Pour ce qui concerne les propos du cardinal Lustiger, en ce qui concerne les sentiments du Saint Père à l'égard de la France, je ne puis que m'en réjouir.

- M. KWASNIEWSKI.- La vision de la laïcité de l'Etat est telle qu'on la connaît par les expériences des états démocratiques en Occident. C'est une laïcité, ou si vous voulez une neutralité, par rapport aux confessions avec le respect absolu de la liberté de conscience, la liberté de foi, de religion, de l'égalité des églises et de la liberté des activités des églises ainsi que des confessions diverses. En abordant le problème de savoir comment cela devrait être réglé dans la Constitution polonaise, je pense que nous pouvons profiter des siècles de démocratie et de liberté, de respect des droits des citoyens dans des pays croyants comme la France, l'Italie, l'Allemagne et d'autres qui peuvent nous donner de bons conseils en ce sens.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous serez demain à Auschwitz, je voudrais donc savoir quel sens vous comptez donner à ce pèlerinage et au-delà, monsieur le Président, puisque Auschwitz est le lieu où la théorie sur l'inégalité des races a démontré toute l'étendue de son horreur, je voudrais savoir et vous demander de quelle manière - en tant que Président de la République garant de l'unité des Français, de l'unité de la Nation - vous entendez répondre à ceux qui relancent en ce moment en France le débat et la polémique sur l'inégalité des races ?

- LE PRESIDENT.- J'ai voulu aller à Auschwitz pour la raison que chacun comprend, par respect et par mémoire. Nous ne devons pas oublier. C'est le sens qu'il faut donner à mon voyage à Auschwitz.

- Pour ce qui concerne la deuxième partie de votre question, depuis le temps que vous me suivez, cher monsieur, vous devriez savoir que je ne fais jamais aucun commentaire lié à la politique intérieure française, quand je suis à l'étranger.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pardonnez-moi de vous poser une question sur l'actualité internationale mais nous avons, au cours de cette visite, eu des informations sur ce qui se passe en Irak : les forces américaines dans la région ont essuyé des tirs hier - il est question de renforcer le dispositif américain sur place - quelle peut être l'attitude de la France dans ce cadre et compte tenu de ces nouvelles informations ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez la France est d'abord attachée au respect de l'intégrité territoriale de l'Irak. Elle est attachée également au dispositif mis en place après la guerre du Golfe par les partenaires alliés pour contribuer à la stabilité dans cette région et à la protection des populations. Et nous nous en tenons à cette ligne. A partir de là, vous savez quelle a été l'attitude de la France au cours des jours passés, pour le reste, tout ce que je peux vous dire c'est que nous

sommes en relation étroite avec nos partenaires, notamment nos partenaires américains et que nous ferons ce que nous estimons devoir faire si la situation devait évoluer.\

QUESTION.- Dans les déclarations, les deux Présidents, au cours des entretiens se sont trouvés certains points communs concernant la Russie. Est-ce que nous pourrions savoir de quoi il s'agissait, ce que vous avez évoqué au cours de ces entretiens ?

- M. KWASNIEWSKI.- Nous, en tant que voisin plus proche, il nous faut répondre en premier. Au cours des entretiens avec M. le Président, nous avons abordé des questions du système de sécurité dans son ensemble en Europe et cela comporte également une discussion sur la Russie, sur la place de la Russie dans un tel système de sécurité.

- J'ai répété la position de la Pologne que j'ai exprimée au départ : nous ne sommes intéressés en aucune manière, à ce qu'à la suite de l'extension de l'OTAN, à la suite de l'édification d'un nouveau système, nous redevenions un pays de front. Le Président Chirac a constaté qu'il ne faut pas "humilier la Russie", c'est une formule tout à fait morale et fondamentale. C'est un grand pays qui a une grande importance et un grand potentiel, une population qui a souffert douloureusement, il faut maintenant réfléchir ensemble à un système de sécurité qui puisse assurer également l'intégration de la Russie dans ce système et que la Russie garantisse le soutien à la démocratie, aux valeurs des droits de l'homme et au développement économique également.

- J'ai indiqué que je comprends et que je partage les arguments avancés par M. le Président : la Pologne pendant des années a acquis ses propres expériences et en essayant d'adhérer à l'OTAN, nous constatons que nous ne sommes pas des égoïstes, nous ne voulons pas participer à l'édification pour nous seul, c'est un élément de la communauté européenne. Nous voulons convaincre et persuader la communauté européenne que la Pologne ne doit plus être l'objet d'un diktat de la part de qui que ce soit. Dans les problèmes de sécurité européenne, je le dis en bref, dans la mesure où mon français me le permet : "le dialogue oui, le diktat non".

- C'est là l'approche et l'attitude de la Pologne à cet égard, qu'au cours des prochains nous devons défendre. Il n'y a pas de différences de sensibilité entre la France et la Pologne sur l'édification d'un système efficace, le plus efficace possible, de sécurité en Europe.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez évoqué longuement l'amitié millénaire entre la France et la Pologne, vous avez évoqué la volonté politique très forte de la France de coopérer avec la Pologne politiquement, notamment dans le cadre de l'élargissement, vous avez également évoqué la réalité économique qui est moins rose, puisqu'il n'y a pas suffisamment d'investissements français en Pologne. D'autres pays, notamment l'Allemagne font beaucoup et beaucoup mieux que nous. Alors est-ce un handicap à notre politique dans la région, en Europe centrale, et qui est-ce que vous vous contentez simplement de lancer un appel aux entreprises françaises pour qu'elles investissent en Pologne ou n'y-a-t-il pas autre chose à faire ?

- LE PRESIDENT.- Il y a, sans aucun doute, pas assez d'investissements français en Pologne. Mais, néanmoins, il y a eu des progrès très importants. Notamment, depuis ces toutes dernières années. Nous sommes tout de même le troisième investisseur étranger en Pologne après les Etats-Unis et l'Allemagne. Il ne faut pas laisser croire que nous n'existons pas. Mais, je pense que nous pourrions faire mieux tant en matière d'investissements qu'en matière d'échanges. Alors, vous me dites, est-ce que c'est un handicap, oui, plus nous échangeons, plus nous exportons, nous investissons, et plus notre économie s'améliore. Ce qu'il faut faire, ce n'est pas seulement lancer un appel - encore que, il est bon d'indiquer aux investisseurs français, notamment aux petites et moyennes entreprises françaises de même qu'aux exportateurs français - que le marché polonais est un marché important et qu'ils doivent s'y lancer et qu'il y en a bien d'autres naturellement. Il s'agit aussi pour nous de défendre nos intérêts.

- Aujourd'hui, les choses sont telles, les projets sont si considérables que d'une façon ou d'une autre, même si nous sommes en économie de marché, les choses s'apprécient à un moment ou un autre sur le plan politique. Et c'est d'ailleurs dans cet esprit que j'ai dit le plus amicalement du monde au Président l'intérêt que je portais à toute une série de projets français, et je suis tout à fait sûr que le Président tiendra compte dans la mesure des intérêts de la Pologne dont il a

charge des observations que je lui ai faites.

- M. KWASNIEWSKI.- Je voudrais ajouter à cela que la présence française sur le marché polonais n'est que tardive. Les premiers investissements français ont eu lieu seulement à partir de 1993. Aujourd'hui la situation s'améliore. L'année dernière a été une année plus significative en ce qui concerne les contrats signés entre la France et la Pologne et on pourrait même dire que c'est l'année des investissements français. En outre, Michelin est apparu sur le marché polonais, Rhône-Poulenc développe également sa coopération ainsi que d'autres sociétés.

- Je me suis même permis une formule peut-être amusante. Nous avons maintenant, grâce à ces investissements, la chance de pouvoir parler d'autre chose que de tradition, de Marie Curie ou de Chopin. Nous allons maintenant "de Chopin vers Michelin". C'est, je crois une pensée qui permet d'unir la tradition et l'histoire à l'avenir.\

QUESTION.- C'est une question qui s'adresse à vous deux, aux deux Présidents, il y a en Europe, un pays dont on parle assez peu, et qui est un voisin de la Pologne, dont vous avez rencontré l'un et l'autre le chef de l'Etat. Et où la démocratie se trouve très gravement menacée : La Biélorussie. Je voudrais savoir si ce problème vous concerne et si vous pensez que les démocraties européennes peuvent faire quelque chose à ce sujet ?

- M. KWASNIEWSKI.- C'est un problème que nous considérons comme très sérieux. Nous aimerions voir la Biélorussie se développer comme une démocratie où sont garantis et respectés les droits de l'homme, comme un pays qui pourrait s'intégrer dans cette nouvelle Europe. J'ai déjà exprimé mon inquiétude au sujet de la Biélorussie et j'ai eu l'occasion d'en faire part au Président Lovkachenko au cours de notre brève rencontre il y a quelques mois, et j'espère que la voix des milieux démocratiques des diverses organisations et avant tout, des gouvernements et des Etats qui forment des vœux pour la Biélorussie, sera entendue.

- En comprenant tous les soucis et toutes les difficultés internes de ce pays, j'espère voir en la Biélorussie un pays souverain qui suit la voie de la démocratie, du droit et du respect des droits de l'homme.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais simplement dire un mot pour conclure, en ce qui me concerne avant de laisser la conclusion au Président Kwasniewski, j'ai toujours été favorable à l'élargissement. Dès les années 80, j'ai plaidé pour l'élargissement de l'Union européenne. Et je crois avoir été le premier homme politique de l'Union européenne en 1989 à plaider fortement pour l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne. Je n'ai pas de ce point de vue changé d'avis et je me réjouis de l'évolution que nous constatons aujourd'hui. C'est pour l'Union quelque chose de très important.

- C'est une nouvelle grande puissance qui rentre dans l'Union. C'est donc de nature à la renforcer considérablement et à renforcer sa vocation à être le défenseur face à l'ensemble des pays émergents dans le monde, face aux autres grandes régions dans le monde défenseur des intérêts, des valeurs qui sont les nôtres. C'est pourquoi je me réjouis de ces perspectives. Je voulais simplement terminer sur ce point.

- M. KWASNIEWSKI.- Nous vous remercions très cordialement. Je tiens encore une fois à remercier M. Jacques Chirac pour cette excellente visite, ses entretiens, cette grande bienveillance à l'égard de la Pologne qu'il a manifestée et qu'il manifeste et je suis persuadé qu'il le fera également à l'avenir, merci beaucoup.\